

Climat. Accord historique, voire...

L'annonce, par la Chine et les États Unis, de leur détermination à réduire les émissions de gaz à effet de serre a été présentée comme un événement « historique ».

Cet engagement des deux superpuissances à elles seules responsables de 43% des émissions contribuant au réchauffement planétaire et qui se sont, jusqu'à présent, singularisées par leur réticence à souscrire aux protocoles élaborés sous l'égide des Nations unies est évidemment un fait positif.

Il va contribuer à marginaliser les états qui comme le Canada, la Russie et l'Australie refusent de s'engager dans un processus contraignant.

Il ouvre ainsi la voie à l'accord mondial qui devrait être finalisé à l'occasion de la Conférence Internationale sur le Climat (COP 21) qui se tiendra à Paris en décembre 2015.

Il confirme aussi, et c'est une bonne nouvelle, qu'en Chine la conscience écologique progresse et que le pouvoir est bien obligé d'en tenir compte...

De là cependant, à qualifier cet accord d'historique, il y a un pas difficile à franchir. D'abord parce que les émissions de la Chine vont continuer de croître pendant une quinzaine d'années encore puisqu'elle ne fixe son « pic » qu'à l'horizon 2030, ensuite du fait de la faiblesse politique d'Obama dont les objectifs, soyons-en sûrs, vont être durement contrebattus par le puissant lobby des énergies fossiles si bien relayé par les Républicains. Ne perdons pas de vue, non plus, les estimations de l'Agence Internationale de l'Énergie (A.I.E) qui prévoit une augmentation de la consommation mondiale d'énergie de 37% d'ici 2040 et qui considère que sur la base des politiques publiques actuelles qui accordent encore quatre fois plus d'aides aux énergies fossiles qu'aux renouvelables, la hausse de la température atteindra 3,6° C au moins ! A ce stade, si on se réfère aux travaux du G.I.E.C, c'est toute la « machine climatique » qui risque de s'emballer et d'échapper à tout contrôle...

Les enjeux sont tels que l'on peut aussi se demander si cette annonce, conjointe et bien orchestrée, ne constitue pas une manœuvre, évidemment inavouable, visant à « couper l'herbe » sous les pieds de la conférence prévue à Paris sous l'égide de l'O.N.U...

Alors que l'ampleur et la gravité des problèmes que va poser l'accueil des centaines de millions de personnes qui vont être chassées de leur terre par la montée du niveau des océans et la progression des déserts nécessitent un renforcement de la gouvernance mondiale, tout ce qui peut conduire à affaiblir l'O.N.U doit être dénoncé.

Un tel renforcement ne va pas de soi mais l'humanité n'a jamais eu à relever de tels défis et nécessité fait loi... Malgré les faiblesses qu'on lui connaît, l'O.N.U demeure actuellement la seule autorité en mesure de fédérer toutes les forces morales et spirituelles qu'il va falloir mobiliser tant pour préserver la planète que pour apporter une réponse digne de l'humanité aux problèmes posés par l'accueil des éco-réfugiés.

Nous sommes tous concernés et il revient à chacun d'ouvrir sa conscience aux dimensions de la Terre afin d'être à même de réagir en « Citoyen du Monde ».

Il n'est point d'autre voie pour contribuer au recul des replis identitaires qui contribuent tant à fonder... l'égoïsme des nations.

Jean-Claude PIERRE
Responsable associatif